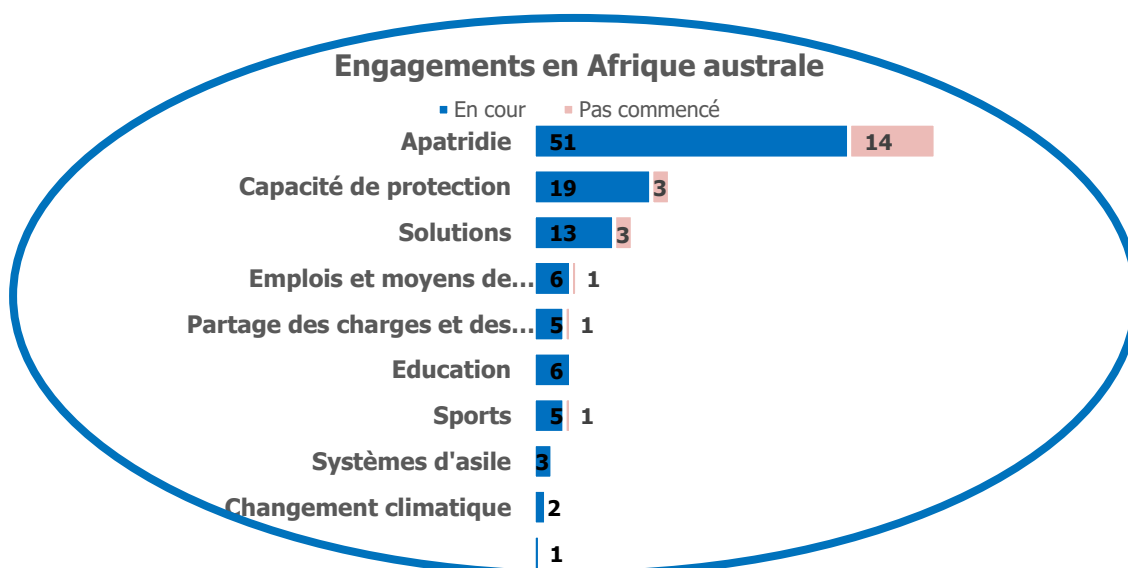


# GRFNEWSLETTER

## 80 % DES ENGAGEMENTS EN COURS

Lors du Forum mondial sur les réfugiés (GRF) 2019, l'Afrique australe s'est engagée à renforcer l'asile et lutter contre l'apatridie des populations : 134 engagements faits par 14 États et 10 organisations. Au premier trimestre 2021, quatre-vingts pour cent de ces engagements sont en cours de mise en œuvre.



### EN BREF

- La **République Démocratique du Congo** est sur le point d'adhérer aux conventions sur l'apatridie
- Le **Madagascar**, Le **Lesotho** et l'**Eswatini** ont lancé une réforme de la législation sur la nationalité
- La **Namibie**, l'**Eswatini**, l'**Angola** et le **Zimbabwe** sont bien avancés dans la collecte de données relatives à l'apatridie
- La **République du Congo** et la **République Démocratique du Congo** renforcent leurs systèmes d'enregistrement à l'état civil
- La **Zambie**, le **Malawi** et la **Namibie** ont progressé vers l'inclusion des réfugiés et des personnes déplacées dans différents secteurs des systèmes et programmes nationaux tels que l'éducation, la santé et les moyens de subsistance.
- La municipalité de **Durban** est bien avancée dans l'organisation du premier sommet sur la cohésion sociale
- L'**Association Internationale des Juges pour les Réfugiés et les Migrations** et **Southern African Legal Advocacy on Asylum & Migration** renforcent la capacité des juristes à améliorer les services de protection et d'asile

## Capacité de Protection



Une famille traverse la rivière Ubangi alors que le rapatriement volontaire de la République Démocratique du Congo vers la République Centrafricaine reprend après les retards causés par la COVID-19. © HCR / CNM Achu

### MALAWI

**Engagement : Réformer la législation et les politiques nationales en matière d'asile. Finaliser et adopter la politique nationale de migration, réviser la loi sur les réfugiés, revoir la politique de campement et la réserve sur l'accès à l'éducation publique.**

**Statut de l'engagement : en cours**

En 2020, le gouvernement a créé un groupe de travail interministériel pour rédiger la politique nationale de migration. Au début de 2021, le groupe de travail a achevé le projet final de la politique nationale de migration et l'a soumis au ministère de la Sécurité intérieure pour examen.

### ZAMBIE

**Engagement : Harmoniser les dispositions de la loi sur les réfugiés et de la législation sur l'immigration afin de combler les lacunes qui existent et d'assurer la jouissance des droits par les réfugiés conformément aux normes internationales.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le gouvernement a commencé l'élaboration d'une nouvelle politique relative aux réfugiés en 2020, le comité interministériel ayant élaboré une feuille de route. Une collecte de données a été effectuée pour étayer l'élaboration de la politique. Un comité consultatif des parties prenantes est prévu en juin pour examiner les conclusions et discuter du projet de politique. Le HCR fournit un appui technique et

financier au processus, celui devrait s'achever cette année. Cette politique devrait améliorer l'administration de la loi de 2017 sur les réfugiés et renforcer la jouissance des droits par ces réfugiés.

## ZAMBIE

**Engagement : À partir de 2021, veiller à ce que les réfugiés aient accès à l'état civil et aux documents juridiques.**

### Statut de l'engagement : en cours

Le gouvernement a délivré un total de 898 actes de naissance (253 à Lusaka et 645 à Mayukwayukwa), en 2020. En 2020, 821 réfugiés ont également reçu des cartes de résident. Dans le but d'améliorer la couverture et les services de déclaration des naissances, un recensement mobile est entrepris dans les camps de réfugiés où le département de recensement national, de la délivrance des passeports et de la citoyenneté n'est pas présent. Le Commissaire pour les réfugiés, avec l'appui du HCR, a également commencé la mise en place de kiosques d'auto-enregistrement et le recrutement de personnel pour soutenir le fonctionnement des kiosques à Lusaka et dans les camps

## ZIMBABWE

**Engagement : À partir de 2021, mettre en place un système national de gestion des données, construire des centres d'accueil aux principaux points d'entrée et renforcer les procédures de détermination du statut de réfugié.**

### Statut de l'engagement : en cours

En 2020, le ministère des collectivités locales et des travaux publics, avec le soutien du HCR, a rénové le centre de transit à la frontière nord-est du Zimbabwe avec le Mozambique. Le centre, qui était inutilisable avant sa rénovation, dispose désormais de six salles prêtes à être utilisées par les demandeurs d'asile qui pourraient arriver par la frontière.

Pour renforcer le traitement de détermination du statut de Réfugiés (DSR), cinq agents du gouvernement suivent une formation sur la DSR. Les agents ont également participé à la conférence en ligne sur la DSR organisée par le HCR et suivent actuellement le cours en ligne sur la plateforme de formation du HCR.

## ENGAGEMENT COMMUN DES AVOCATS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN AFRIQUE DU SUD<sup>1</sup>

**Engagement : Développer un réseau en ligne visant à échanger des connaissances et des bonnes pratiques dans le domaine du droit des réfugiés et de la citoyenneté en Afrique du Sud.**

### Statut de l'engagement : en cours

En 2020, le groupement d'avocats et de la société civile a adopté le nom officiel, Southern African Legal Advocacy on Asylum & Migration (SALAAM). SALAAM vise à renforcer la protection juridique des

<sup>1</sup>Le groupe comprend le Centre des droits des réfugiés de l'université Nelson Mandela, des avocats spécialisés dans les droits de l'homme, l'unité des droits des réfugiés de l'université du Cap, le centre Scalabrini du Cap, David Simonsz, avocat de la Haute Cour d'Afrique du Sud et membre du Barreau du Cap, Lee Anne de la Hunt (avocate, Cape Bar Society), Centre pour le droit de l'enfant, Faculté de droit, Université de Pretoria, La pratique de l'intérêt public

réfugiés en Afrique australe par l'action collective d'un réseau d'organisations juridiques / d'individus. SALAAM est en train de tendre la main aux acteurs juridiques d'autres pays de la région pour une potentielle adhésion au réseau. Le plan d'action de SALAAM comprend le plaidoyer en faveur de l'amélioration des systèmes d'asile et de l'accès des réfugiés et migrants aux droits en vigueur, ainsi que le développement des ressources, la formation et le partage des connaissances pour les membres ainsi que pour le gouvernement, le système judiciaire, la société civile et le secteur privé. Tous ces éléments jouent un rôle important dans la protection des réfugiés en Afrique australe.

## ASSOCIATION INTERNATIONALE DES JUGES DES REFUGIES ET DES MIGRATIONS (IARMJ)

**Engagement : Soutenir la formation de 2000 praticiens du droit et juges sur le droit des réfugiés et la détermination du statut de réfugié d'ici 2023 en collaboration avec ses partenaires.**

**Statut de l'engagement : en cours**

En décembre 2020, l'IARMJ, en collaboration avec le HCR, a organisé une formation pour 20 juges en Afrique du Sud sur les conventions de l'UA et des Nations Unies sur les réfugiés. L'IARMJ et le HCR sont en train de créer un centre d'excellence en partenariat avec l'Institut judiciaire pour l'Afrique (JIFA). Le Centre vise à former des juges et des praticiens anglophones du continent africain, sur l'asile et les réfugiés ainsi que sur l'apatridie et la nationalité.

## Solutions



Des femmes de la région assistées par la communauté somalienne des commerçants à Pretoria, en Afrique du Sud. Les réfugiés ont aidé les communautés d'accueil pendant la COVID-19 en fournissant de l'aide aux familles locales dans le besoin. © HCR / H. Caux



## MUNICIPALITE DE DURBAN, AFRIQUE DU SUD

**Engagement : Faciliter l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les communautés dans lesquelles ils vivent en renforçant la cohésion sociale, notamment en formant des ambassadeurs communautaires qui favoriseront la communication entre les cultures et aborderont les différences dans les quartiers multiculturels.**

### **Statut de l'engagement : en cours**

La municipalité d'eThekweni est en train d'organiser un sommet sur la cohésion sociale auquel participeront non seulement les autorités gouvernementales, mais aussi les représentants des réfugiés, dans un effort plus solidaire. Le Sommet abordera non seulement la récente vague de violence contre les étrangers à Durban, mais aussi le renforcement de la communication entre les cultures et la promotion de la cohésion sociale. Il visait également à favoriser un environnement propice à la reprise économique, à la création d'emplois et aux droits de l'homme pour tous. Plus de 100 participants du gouvernement local, des ministères sectoriels, des associations de la société civile, du secteur privé, des organisations internationales et des médias se réuniront pour discuter des causes profondes de la xénophobie et de la violence ainsi que des solutions possibles. L'événement examinera également les engagements du GRF pris par la ville et évaluera les progrès réalisés à ce jour.

## MALAWI

**Engagement : inclusion des réfugiés dans le programme de développement national d'ici 2020 et dans les systèmes nationaux. Fournir un soutien aux besoins continus et immédiats en matière de santé, d'eau et d'assainissement, d'éducation et de sécurité.**

### **Statut de l'engagement : en cours**

Dès 2018-2019, le gouvernement a inclus les réfugiés dans sa stratégie de croissance et de développement du Malawi III (MGDS III), qui souligne la nécessité « d'intensifier le soutien et d'impliquer les réfugiés dans la programmation et la mise en œuvre du développement national ». Le gouvernement a depuis pris des mesures pour démontrer l'inclusion des réfugiés dans les systèmes et programmes nationaux.

L'établissement de santé dirigé par le gouvernement dans le camp de réfugiés de Dzaleka fournit des services de soins de santé gratuits aux réfugiés et à la communauté d'accueil. L'installation a été agrandie en 2020 et 2021 pour améliorer les services et la capacité d'accueil.

Les réfugiés ont été inclus dans la réponse du gouvernement pour combattre l'épidémie de Covid-19. Le gouvernement a mis en place une équipe spéciale Covid-19 sur le terrain, composée de représentants des réfugiés et de chefs locaux de la communauté d'accueil, pour examiner et surveiller la prévention et la réponse à la pandémie dans le camp de réfugiés et dans la communauté environnante.

Un centre de quarantaine et d'isolement d'une capacité de 250 personnes a été ouvert dans le camp de réfugiés de Dzaleka. Le gouvernement a fourni des terrains pour une expansion supplémentaire afin de faire face à l'augmentation du nombre de cas de Covid-19.

Les réfugiés ont également été inclus dans la réponse éducative du gouvernement financée par le partenariat mondial pour l'éducation. La réponse comprenait la fourniture de matériel et d'outils d'apprentissage aux élèves, aux enseignants et aux écoles pour assurer la continuité de l'apprentissage au milieu de la pandémie.

## NAMIBIE

**Engagement : Renforcer l'accès à des services de santé de qualité et fournir des médicaments et du matériel médical ainsi qu'un personnel médical formé.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le gouvernement gère une clinique dans le camp de réfugiés d'Osire qui fournit des services de santé gratuits aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, et continue d'allouer des ressources pour couvrir les salaires du personnel de santé, les médicaments et l'équipement, le transport, le carburant et les réparations. Le camp ayant été classé comme un lieu vulnérable à l'épidémie de Covid-19, des protocoles sanitaires ont été mis en place. Un centre d'isolement a été créé pour les cas confirmés de Covid-19. Dans le cadre des mesures de prévention, des équipements de protection individuelle ont également été distribués aux réfugiés et des séances de sensibilisation ont été organisées. Le gouvernement a également mis en place un comité de gestion de la pandémie de Covid-19 dans le camp, spécialement pour coordonner et suivre la mise en œuvre des mesures du Covid-19.

## Education



Diplômés de l'école de programmation informatique AppFactory du camp de réfugiés de Dzaleka, Malawi. © HCR / Rhumbani Msiska

## NAMIBIE

**Engagement : Fournir une éducation de qualité aux réfugiés qui leur permet d'acquérir les compétences nécessaires qui faciliteront leur autonomie et leur inclusion dans le système économique local. Ces démarches devraient apporter des avantages pour les réfugiés, mais aussi pour la communauté d'accueil.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le gouvernement continue de fournir gratuitement un enseignement primaire et secondaire aux demandeurs d'asile et aux réfugiés et alloue les ressources nécessaires pour rémunérer les enseignants

et fournir du matériel pédagogique et d'apprentissage. Actuellement, 82 % (1436) des réfugiés en âge d'être scolarisé sont inscrits dans les écoles primaires et secondaires nationales d'Osire. Quarante et un enseignants ont été affectés pour servir dans les écoles d'Osire avec le soutien du gouvernement.

## ZAMBIE

**Engagement : Maintenir l'inclusion des réfugiés dans le système éducatif national à tous les niveaux, y compris en offrant gratuitement l'école maternelle, l'enseignement primaire, ainsi que l'enseignement secondaire et supérieur.**

### Statut de l'engagement : en cours

#### Accès accru aux centres d'examen

Le gouvernement a accordé le statut de centre d'examen aux écoles de Mantapala. Cela signifie que plus de cent cinquante (150) élèves du camp de Mantapala n'ont pas à se rendre dans des écoles éloignées, comme c'était le cas auparavant. Cela augmente l'accès aux examens et devrait en fin de compte améliorer les taux de passage de la 3ème à la 2nd au lycée.

#### Accès accru aux écoles secondaires

Le gouvernement a approuvé la création de la toute première école secondaire à Mantapala. Cela offre de meilleures perspectives à un plus grand nombre d'élèves réfugiés et aux communautés d'accueil de passer du premier cycle du secondaire (3ème) au deuxième cycle du secondaire (2nd), ce qui réduit le coût de l'enseignement secondaire. Conformément à cette approbation, le gouvernement zambien a déployé six (6) enseignants supplémentaires pour enseigner au niveau secondaire.

#### Reconnaissance accrue des acquis professionnels

L'Autorité de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat (TEVETA), une entité gouvernementale chargée du développement des compétences techniques et professionnelles, travaillant en collaboration avec le HCR et l'OIT, a inclus quinze (15) réfugiés basés à Lusaka dans le programme pilote pour la reconnaissance des acquis professionnels. La reconnaissance des acquis professionnels fournit une certification aux personnes qui ont des compétences dans des domaines techniques spécifiques mais qui n'ont pas suivi un apprentissage formel. Cette intervention se concentre actuellement sur les compétences techniques liées à la construction, à l'exploitation minière et à la fabrication. Le HCR et le Commissaire pour les réfugiés s'emploient à faire en sorte que la couverture du programme s'étende aux camps de réfugiés lorsque les ressources sont disponibles.

#### Partenariats

Le Commissaire pour les réfugiés, en collaboration avec le HCR, est en train d'établir des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur pour offrir des bourses aux élèves réfugiés. Récemment, l'Université Cavendish, une université locale, a accordé des bourses à 10 réfugiés, avec possibilité de bourses supplémentaires à mesure que le partenariat se développe. Un partenariat est en cours d'établissement entre le ministère de l'Éducation, le HCR et iSchool, une entreprise privée locale, qui fournit des contenus d'apprentissage en ligne. Les écoles primaires des trois camps recevront des tablettes, achetées grâce au financement de l'initiative « L'éducation ne peut attendre », contenant des programmes électroniques téléchargés et approuvés par le ministère de l'éducation générale, comme matériel pédagogique supplémentaire.



## Emplois et moyens de subsistance



Production horticole dans le camp d'Osire, Namibie. © La Société pour la santé familiale.

### MALAWI

**Engagement : Promouvoir l'autonomie en 1) introduisant l'approche par établissement pour améliorer le développement de l'intégration des réfugiés et de la communauté locale; 2) décongestionnant et améliorant le camp de réfugiés de Dzaleka pour en faire un centre de services/centre socio-économique ; 3) créant des opportunités pour des sources de revenus plus régulières et prévisibles ainsi que l'inclusion économique des réfugiés ; 4) fournissant un environnement favorable aux réfugiés pour déclarer leurs entreprises sans encourir des frais élevés.**

#### **Statut de l'engagement : en cours**

Le gouvernement a alloué des terres supplémentaires à deux endroits, Katubzya et Dzaleka Hills, pour décongestionner le camp de réfugiés de Dzaleka. Avec le soutien du HCR, les sites ont été développés et en janvier 2021, 224 ménages sur 500 avaient déjà emménagé dans le nouveau camp. Les familles qui restent attendent l'achèvement des abris. Une fois le camp décongestionné, des plans de développement économique dans le camp de Dzaleka seront lancés.

En 2020, le gouvernement a inclus les réfugiés dans la distribution d'intrants agricoles (par exemple des engrais et des semences) pour augmenter le rendement des ménages agriculteurs qui ne pouvaient pas se permettre ces intrants agricoles. 1041 réfugiés et 759 ménages de la communauté d'accueil ont bénéficié d'engrais et de semences.



## ZAMBIE

**Engagement : Améliorer les moyens de subsistance et l'autosuffisance en étendant aux réfugiés le programme d'appui aux intrants des agriculteurs (FISP).**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le gouvernement a délimité 1300 parcelles agricoles supplémentaires à attribuer aux réfugiés, dont 700 ont été allouées d'ici la fin de l'année 2020 à Mantapala. 900 autres fermiers réfugiés à Mantapala ont été inclus dans le système intégré d'information sur la gestion agricole de la Zambie (ZIAMIS), en plus des 1 425 fermiers réfugiés déjà enregistrés. En outre, 1 054 réfugiés et membres de la communauté d'accueil ont été soutenus par des semences et des engrais (200 d'entre eux viennent du programme gouvernemental de soutien aux intrants agricoles (FISP) et 854 de l'intervention financée par l'Union africaine. L'inscription au ZIAMIS est la première étape vers l'inclusion dans le programme FISP. Compte tenu de la capacité d'absorption limitée du FISP, l'inclusion des réfugiés se fera progressivement.

## NAMIBIE

**Engagement : Allouer 70 hectares aux activités agricoles.**

**Statut de l'engagement : Terminé**

Le gouvernement a alloué 70 hectares pour l'agriculture de subsistance dans le camp d'Osire. 16 hectares sont désormais utilisés pour l'horticulture et l'aquaculture, fournissant ainsi la nourriture et les revenus dont les familles de réfugiés ont tant besoin. Les ministères de l'agriculture, de la pêche et des ressources marines, ainsi que le HCR, soutiennent les activités agricoles en fournissant des intrants (par exemple, des semences, des alevins, des engrais), des services de développement (par exemple, des formations et des conseils) et des liens avec le marché (par exemple, l'accès aux acheteurs). Le camp recèle un potentiel de production agricole viable, et avec des ressources adéquates, les terres disponibles peuvent être développées pour créer des moyens de subsistance pour les habitants du camp tout en contribuant à l'économie locale dans la région environnante.

## Sports



L'une des équipes des événements sportifs organisés par la Société pour la santé familiale à Osire, en Namibie. © La Société pour la santé familiale

## CONSEIL DES ASSOCIATIONS DE FOOTBALL D'AFRIQUE DU SUD (COSAF)

**Engagement : Accroître la disponibilité et l'accès aux sports organisés et aux initiatives sportives pour les réfugiés et les communautés d'accueil, en tenant compte activement de l'âge, du sexe, du handicap et d'autres besoins en matière de diversité**

**Statut de l'engagement : en cours**

En novembre 2020, la COSAFA a signé un protocole d'accord avec le Bureau régional du HCR pour l'Afrique australe dans le but de favoriser un meilleur accès des réfugiés et des communautés d'accueil aux sports et aux initiatives connexes. La signature du protocole d'accord a coïncidé avec les 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, et la COSAFA a pris part à la campagne de promotion de messages positifs contre la violence à l'égard des femmes sur sa plateforme numérique. Des vidéos ont été diffusées par des entraîneurs de football, des joueurs, des arbitres et des représentants sélectionnés pour mettre en évidence les problèmes de violence sexiste et promouvoir la justice de genre.

## ZAMBIE

**Engagement : Faciliter et permettre l'inclusion sociale des réfugiés dans les communautés locales en facilitant l'accès aux sports, aux arts et à la culture dans tous les sites de réfugiés.**

**Statut de l'engagement : en cours**

L'Association de football, l'Association de judo et l'Association de basketball de Zambie ont inclus des équipes sportives de Maheba et de Mayukwayukwa principalement composées de réfugiés, dans des événements sportifs et dans des ligues. Le Commissaire pour les réfugiés, en collaboration avec le

HCR, est en train d'établir des partenariats formels avec les trois associations, ainsi qu'avec d'autres associations sportives nationales, afin de renforcer davantage l'inclusion et la participation des jeunes des communautés de réfugiés et d'accueil dans différentes disciplines sportives. Pour soutenir les activités sportives, des équipements sportifs et des uniformes ont été fournis avec le soutien du HCR.

## Apatridie - Déclaration des naissances



Cérémonie de remise des actes de naissance aux populations autochtones dans le Département de la Iekoumou © UNHCR / Quentin Banga

### REPUBLIQUE DU CONGO

**Engagement : Veiller à ce que toute personne identifiée sans certificat de naissance dans le recensement national de l'état civil obtienne un certificat de naissance d'ici 2019.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le gouvernement a identifié plus de 150, 000 personnes sans déclaration de naissances. Le gouvernement a déjà régularisé et délivré des certificats de naissance à plus de 20 000 personnes. Le processus de régularisation est en cours.



## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**Engagement : Poursuivre les activités de sensibilisation de la population pour encourager la déclaration de chaque naissance.**

**Statut de l'engagement : en cours**

En novembre 2020, la République du Congo a lancé une campagne de sensibilisation sur la déclaration des naissances et la prévention de l'apatride dans les départements de Brazzaville, Plateaux et Likouala. 50 relais communautaires ont été formés et déployés pour sensibiliser à la nécessité de déclarer les naissances afin de réduire les risques d'apatride. Au cours de la première phase de la campagne, du 1er novembre au 31 décembre 2020, plus de 30, 000 ménages ont été sensibilisés. Le 1er avril 2021, le gouvernement, avec le soutien du HCR, a lancé la deuxième phase de la campagne de sensibilisation. L'activité se déroule dans les départements de Brazzaville, et sera déployée dans d'autres départements dès que les fonds seront mobilisés. À ce jour, cette deuxième phase de la campagne a atteint 9, 000 ménages supplémentaires.

## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**Engagement : Réformer le système d'enregistrement des faits et de statistiques d'état civil CRVS, institutionnaliser la collecte de données sur les apatrides et les personnes à risque d'apatridie, prévenir ce phénomène par la mise en place de mécanismes nationaux, la déclaration des naissances et la délivrance de documents d'identité nationaux d'ici décembre 2019.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le ministère de la Justice et le ministère de l'Intérieur, en consultation avec les agences des Nations Unies et la Banque mondiale, ont développé en 2020 un projet conjoint sur la réforme de l'identité légale. Le projet a débuté en février 2021. Le projet vise à créer un environnement juridique et institutionnel propice à la mise en œuvre du programme sur l'identification légale et l'identité numérique.

Dans le prolongement de ce projet, un code de la famille a été rédigé en 2021 par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité avec le soutien de la Banque mondiale. Le nouveau code de la famille introduira les changements suivants : la délivrance d'un numéro d'identification national ; création d'une fonction publique nationale ; création d'un état civil dans les structures de santé ; renforcement de la sécurité des données ; informatisation du système d'état civil ; clarté entre la responsabilité du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur.

## Apatridie - Réforme des politiques et des lois



Toujours dans l'attente d'une nationalité en Afrique du Sud. Mpho et ses enfants. © HCR / H.Caux

### COMORES

**Engagement : Mettre en place une commission nationale interministérielle (ministère des Affaires étrangères, ministère de la Justice, ministère de l'Intérieur et Assemblée nationale) d'ici début 2020, pour prévenir et lutter contre l'apatridie**

**Statut de l'engagement : Terminé**

En 2020, une commission nationale interministérielle a été créée aux Comores. Un aspect clé de son travail consistera à développer une politique nationale de migration incluant la question des migrants apatrides.

### ESWATINI

**Engagement : Mettre en place une procédure pour déterminer le statut des migrants apatrides conformément à la Convention de 1954 d'ici la fin de l'année 2022**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le ministère de l'Intérieur (MoI) a lancé le processus de développement d'une procédure pour déterminer le statut des migrants apatrides. Ils ont demandé au HCR des exemples de lois sur la protection des migrants apatrides, ce qui leur ont été communiqués en temps voulu. Ils ont maintenant demandé au HCR d'organiser une formation des fonctionnaires sur la protection des migrants pour leur permettre de lancer le processus de rédaction d'un projet de loi sur la question.

## ESWATINI

**Engagement : Entreprendre des consultations nationales sur l'égalité des sexes dans les lois sur la nationalité et engager les réformes nécessaires pour garantir l'égalité de la capacité des citoyens à conférer leur nationalité à leurs conjoints et enfants d'ici la fin de 2024.**

**Statut de l'engagement : en cours**

En novembre 2020, le ministère de l'Intérieur, avec le soutien du HCR, a organisé un atelier de consultation avec les parlementaires. L'objectif était de discuter des dispositions discriminatoires actuelles en matière de genre dans le cadre légal de la nationalité, et de leur impact sur l'occurrence de l'apatridie. À l'issue de l'atelier, les membres du parlement ont exprimé leur soutien au processus de réforme.

## ESWATINI

**Engagement: D'ici 2024, introduire une clause dans la loi sur la nationalité pour accorder la nationalité à tous les enfants d'origine inconnue trouvés sur notre territoire ainsi qu' à ceux qui y sont nés et qui risquent d'être apatrides.**

**Statut de l'engagement : en cours**

La réforme de la loi sur la nationalité est inscrite dans le plan d'action national pour éradiquer l'apatridie. Dans un premier temps, les autorités ont sensibilisé le public à l'importance d'inclure dans la loi sur la nationalité les garanties juridiques nécessaires contre l'apatridie chez les enfants. À ce titre, le ministère de l'Intérieur a organisé une session de formation pour les journalistes en 2020 sur l'importance d'une réforme de la législation sur la nationalité visant à octroyer à tous les enfants nés ou trouvés sur le territoire la nationalité d'Eswatini s'ils seraient autrement apatrides.

## MADAGASCAR

**Engagement : Résoudre tous les problèmes liés à la nationalité, y compris par le biais de réformes législatives.**

**État : en cours**

En 2020, une étude qualitative sur l'apatridie a été menée à Madagascar par le partenaire d'exécution du HCR, Focus Development Association, en partenariat avec le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.

En outre, en septembre 2020, une [campagne nationale sur la déclaration des naissances](#) a été menée par le ministre de l'Intérieur, en partenariat avec Focus Development Association.

En 2020, le Sénat a élaboré une proposition de réforme de la loi sur la nationalité qui supprime les discriminations et inclut des garanties juridiques contre l'apatridie à la naissance. En 2021, l'Assemblée nationale a opté pour la rédaction d'un nouveau projet de loi sur la nationalité qui visent à mettre fin à tous les risques d'apatridie. Le projet de loi sera soumis à l'adoption en 2021.

## NAMIBIE



**Engagement : naturaliser les personnes arrivées en Namibie entre 1930 et 1977, adopter une stratégie nationale et réformer la législation.**

**Statut de l'engagement : en cours**

En février 2021, le Gouvernement namibien a annoncé son intention d'accorder la nationalité et de délivrer des documents de nationalité aux apatrides / personnes sans nationalité déterminée, et essentiellement aux migrants arrivés en Namibie avant l'indépendance.

## NAMIBIE

**Engagement : Mettre pleinement en œuvre le plan d'action pour l'élimination de l'apatridie en Namibie d'ici 2023**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le projet de plan d'action national pour éradiquer l'apatridie d'ici 2023 a été achevé en 2020. Et même s'il n'a pas encore été officiellement approuvé, le gouvernement namibien a déjà commencé à mettre en œuvre les activités prévues et a établi une structure pour suivre les progrès accomplis lors de réunions trimestrielles du groupe de travail et des réunions annuelles au niveau du directeur général

## Apatridie - Collecte de données



Collecte de données en Namibie © LAC

## ESWATINI

**Engagement : Entreprendre et publier une étude qualitative et quantitative d'ici 2021**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le Royaume d'Eswatini, avec le soutien du HCR, a achevé l'étude qualitative et les risques sur l'apatridie. Un atelier de validation est prévu d'ici la fin du premier semestre 2021.

## LESOTHO

***Engagement : D'ici juin 2020, entreprendre une étude qualitative pour mieux comprendre la situation des groupes et individus qui sont apatrides ou qui risquent de l'être.***

En 2020, le ministère de l'Intérieur a finalisé les termes de référence en consultation avec le HCR. L'étude devrait être menée en 2021.

## NAMIBIE

**Engagement : D'ici 2020, identifier les apatrides dans toutes les régions. Entreprendre et publier une étude qualitative pour mieux comprendre la situation des groupes et individus apatrides vivant sur le territoire en vue de trouver une solution à leur situation.**

***Statut de l'engagement : en cours***

En décembre 2020, une étude nationale sur l'apatridie a été entreprise par le partenaire d'exécution du HCR, le centre d'assistance juridique (LAC). La première version de l'étude a été présentée lors d'un atelier de validation. L'étude est en cours de finalisation sur la base des commentaires reçus. En parallèle, les autorités envisagent d'inclure des questions relatives aux apatrides dans le prochain recensement de population.

## REPUBLIQUE DU CONGO

**Engagement : Entreprendre une étude quantitative et qualitative pour mieux comprendre la situation des groupes et individus apatrides vivant dans le pays ou qui risquent de le devenir, en vue de trouver une solution à leur situation et d'obtenir des données fiables d'ici 2021.**

**Statut de l'engagement : en cours**

L'étude qualitative a été lancée en avril et devrait être terminée d'ici la fin juin. Le recensement général de la population se déroulera du 22 juin au 21 juillet 2021. En plus de la collecte de données générales sur la population, il a été conçu pour collecter des données quantitatives sur les apatrides et les personnes à risque d'apatridie en République du Congo.

## ZIMBABWE

**Engagement : Entreprendre et publier une étude qualitative et quantitative pour mieux comprendre la situation des groupes et individus apatrides vivant sur son territoire en vue de trouver une solution à leur situation d'ici l'année 2021.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Une étude documentaire a été finalisée. La préparation de l'étude qualitative est en cours. Le recensement de population, prévu pour 2022, vise également à collecter des données sur les apatrides et les personnes à risque d'apatridie.

## Apatridie - Adhésion



Consultations nationales relatives à l'adhésion aux conventions sur l'apatridie, Namibie © Ministry of Home Affairs and Immigration

## REPUBLIQUE DU CONGO

**Engagement : Achever la procédure d'adhésion aux conventions des Nations Unies sur l'apatridie d'ici fin décembre 2019.**

**Statut de l'engagement : en cours**

Le 5 août 2020, le Parlement de la République du Congo a adopté des lois autorisant l'adhésion des conventions de 1954 et de 1961 sur l'apatridie. Il est prévu que le gouvernement dépose les documents d'adhésion au cours du second semestre 2021.



**CONTACTEZ-NOUS**

**Jenny Beth Bistoyong**

Responsable principale des moyens de subsistance

Bureau pour l'Afrique australe

[bistoyon@unhcr.org](mailto:bistoyon@unhcr.org)

**Emmanuelle Mitte**

Responsable principale de l'apatridie

Bureau pour l'Afrique australe

[mitte@unhcr.org](mailto:mitte@unhcr.org)

